

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1621 du Lundi 5 Octobre 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTE

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



BLANCHIMENT D'ARGENT



DUBAÏ AU CŒUR D'UNE ENQUÊTE BRITANNIQUE

P. 7

NAPEC 2026



ORAN AU CENTRE DES NOUVEAUX ENJEUX ÉNERGÉTIQUES RÉGIONAUX

P. 5

SECTEUR DU TOURISME



294 PROJETS EN COURS DE RÉALISATION

P. 8

LES INSTRUCTIONS DU CHEF DE L'ÉTAT LORS DU CONSEIL DES MINISTRES

TRAIN VERS TAMANRASSET : LANCEMENT IMMÉDIAT DES TRAVAUX

● Le président de la République a présidé hier une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs dossiers, notamment le projet de loi de finances 2027, le développement du réseau ferroviaire dans le Sud, la récolte céréalière de 2026 ainsi que le bilan de la mise en œuvre des accords conclus avec le Niger et le Tchad.

P. 16



SOMMET DU NEPAD

Le président de la République a adressé un discours aux participants au Sommet des Etats fondateurs de l'initiative du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), tenu à El Alamein, en République arabe d'Égypte, lu par le président du Conseil de la Nation, M. Azouz Nasri.

L'ALGÉRIE FIXE LES PRIORITÉS

P. 3

**LE
SAVIEZ-
VOUS ?**

CLASSEMENT MONDIAL DES UNIVERSITÉS DU TIMES HIGHER EDUCATION 2027

L'ALGÉRIE PREMIÈRE AU MAGHREB ET DEUXIÈME EN AFRIQUE

L'Algérie s'est classée première au Maghreb et deuxième en Afrique dans le Classement mondial des universités du Times Higher Education 2027, a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. "Le nombre d'établissements d'enseignement supérieur nationaux classés dans l'édition 2027 du Classement mondial des universités du Times Higher Education est en hausse, avec 31 établissements algériens classés, contre 28 dans l'édition 2026, plaçant ainsi l'Algérie à la première place au Maghreb et à la deuxième en Afrique en termes de nombre

d'établissements universitaires classés", précise le communiqué. "L'université d'El-Oued occupe la première place au niveau national dans la catégorie 1200-1400 des établissements d'enseignement supérieur classés à l'échelle mondiale", ajoute la même source. Ces résultats reflètent "les efforts soutenus déployés par le secteur pour améliorer le positionnement des établissements d'enseignement supérieur nationaux dans les différents classements mondiaux et tendre vers l'excellence, en vue d'accroître la visibilité de ces établissements universitaires à l'échelle internationale", conclut le communiqué.



UNIVERSITÉ DE SIDI BEL-ABBÈS SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE COOPÉRATION AVEC L'UNIVERSITÉ ITALIENNE DE TUSCIA

L'université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbès a conclu une convention de coopération et de partenariat avec l'université italienne de Tuscia, portant notamment sur la formation et la recherche scientifique dans les domaines de l'agriculture de précision et de l'agriculture numérique, ainsi que sur le renforcement de la mobilité académique et l'échange d'expertises entre chercheurs et étudiants, a-t-on appris samedi dernier auprès de la direction de l'Institut des sciences agronomiques de l'université. La convention a été signée au siège de l'université de Tuscia par la directrice de l'Institut des sciences agronomiques de l'université Djillali-Liabès, Amina Khaldi, au nom du recteur de l'université, Bouziani Merahi, et par la rectrice de l'université de Tuscia, Tiziana Laureti. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la volonté des deux établissements de renforcer leur coopération académique et scientifique dans des domaines liés aux mutations technologiques que



connaît le secteur agricole, précise la même source. Parmi les principaux axes de coopération prévus figure la préparation du lancement d'un

programme de formation académique conjoint sanctionné par un double diplôme délivré par les deux établissements, dans les spécialités de l'"agriculture de précision" et de l'"agriculture numérique". La convention prévoit également l'élargissement des programmes de mobilité et d'échanges académiques au profit des étudiants et des enseignants-chercheurs, favorisant le partage des connaissances et des expertises et ouvrant de nouvelles perspectives à la coopération

scientifique entre les compétences universitaires algériennes et italiennes. Dans le domaine de la recherche scientifique, l'accord prévoit la mise en œuvre de projets de recherche conjoints, ainsi que l'organisation de colloques et de manifestations scientifiques et académiques réunissant les chercheurs des deux universités. Ces initiatives devraient favoriser l'échange d'expériences et les discussions autour des thématiques liées à l'agriculture et à l'adoption de solutions numériques et technologiques dans ce secteur.

DURANT LA PÉRIODE HIVERNALE ALGÉRIE TÉLÉCOM ANNONCE LES HORAIRES D'OUVERTURE DE SES AGENCES COMMERCIALES

L'entreprise Algérie Télécom a annoncé, dans un communiqué, les horaires d'ouverture de ses agences commerciales durant la période hivernale, entrés en vigueur depuis le jeudi 1er octobre. Les agences commerciales d'Algérie Télécom accueillent les clients, à partir de cette date, "du samedi au jeudi, de 8h00 à 18h00", précise le communiqué.

CHANT RELIGIEUX DJAMAÀ EL DJAZAÏR ABRITE LA CÉRÉMONIE DE CLÔTURE DE LA 12^e ÉDITION DU PROGRAMME «HADI AL-ARWAH»

Le Centre culturel de Djamaà El Djaïr a ouvert la cérémonie de clôture de la 12^e édition du programme international de l'inchad (chant religieux) "Hadi Al-Arwah", produit par l'Etablissement public de télévision (EPTV), représenté par la chaîne du Saint Coran, a indiqué samedi dernier un communiqué du rectorat de Djamaà El Djaïr. La cérémonie s'est déroulée, vendredi soir, en présence du ministre d'État, recteur de Djamaà El-Djaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hooeini, du ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, de membres des deux chambres du Parlement, des directeurs d'établissements médiatiques et de représentants de différents secteurs et instances. Dans une allocution prononcée à la clôture de la cérémonie, le recteur de Djamaà El-Djaïr a félicité la Télévision algérienne et la chaîne du Saint Coran pour "le succès éclatant de ce programme exceptionnel". Il a également salué l'ensemble des mounchidine en compétition, les invitant à "donner l'exemple aux jeunes de la nation".

ACCIDENTS DE LA ROUTE 9 MORTS ET 237 BLESSÉS EN 24 HEURES

Neuf personnes sont décédées et 237 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans les wilayas de Tlemcen et de Sétif, avec 2 morts et un blessé chacun, précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêt et de récolte, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 25

incendies à travers plusieurs wilayas du pays, selon la même source. Concernant les dernières interventions ayant touché les wilayas de Tamanrasset, Illizi, Sidi Bel Abbès, Tlemcen, Tizi Ouzou, Sétif, Mila, Oum El Bouaghi, Constantine, Souk Ahras, Sétif et Guelma, les secours de la Protection civile ont repêché le corps sans vie d'un jeune homme (28 ans) emporté par les eaux de Oued Bousellam dans la Commune de Belaa (Sétif).

APS

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC
ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15
Compte bancaire C P A (Agence Che-Guevara)
n° 00400102400023020255

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA
Directrice de Publication
Mohamed Bouziane Khadidja

Rédaction
M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.
Amine A.
O. M.
Djaffar Chila
Bouid Zineb

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'Édition
et de Publicité
Agence ANEP,
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

SOMMET DU NEPAD

L'ALGÉRIE FIXE LES PRIORITÉS

Dans un discours prononcé en son nom par le président du Conseil de la Nation, Azouz Nasri, lors du sommet des pays fondateurs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), tenu à El Alamein, en Égypte, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé à ouvrir une nouvelle phase de l'action africaine, fondée sur l'accélération de l'exécution des projets, la mobilisation des financements et le renforcement des capacités du continent.

Vingt-cinq ans après le lancement du NEPAD, le chef de l'État a placé son intervention sous le signe d'un bilan, mais surtout d'un changement de rythme. Il a d'abord rappelé que la création de cette initiative avait constitué « l'un des moments les plus marquants du travail africain commun et une étape clé dans l'élaboration d'une vision africaine du développement, reflétant le désir de notre continent de prendre en main son propre parcours de développement et de consolider le principe de la propriété africaine sur ses priorités, ses politiques et ses programmes ».

La célébration de cet anniversaire constitue également, selon lui, l'occasion de revenir sur l'apport des dirigeants africains à la construction de cette vision. M. Abdelmadjid Tebboune a ainsi estimé que l'anniversaire du lancement du NEPAD « nous invite à rappeler les contributions des dirigeants africains dont les noms sont associés à la création de cette initiative et qui ont aidé à formuler une vision fondée sur la conviction profonde que le développement est un droit des peuples et que l'Afrique mérite de définir elle-même ses choix et ses priorités ».

Dans ce rappel historique, le Président a notamment évoqué « l'héritage intellectuel et politique du président défunt Houari Boumediène, qui a défendu le droit des peuples africains à la souveraineté sur leurs ressources et richesses naturelles et appelé à l'établissement d'un système économique international plus juste et équitable, ainsi qu'à la construction d'une coopération africaine basée sur la solidarité et les intérêts communs ».

Cette référence à la souveraineté économique s'inscrit dans la conception du NEPAD défendue par le Président Tebboune. Pour lui, « le NEPAD est né de la conviction fondamentale que la libération politique ne peut être complète sans libération économique et que l'Afrique ne peut construire son avenir qu'en s'appuyant sur ses propres capacités et en renforçant la solidarité et l'intégration entre ses pays et ses peuples ».

Il a également replacé cette démarche dans la continuité des grandes étapes de l'intégration africaine, soulignant que « depuis le Plan d'action de Lagos de 1980, qui a posé les bases de l'intégration économique et du développement auto-propulsé, en passant par les étapes qui ont accompagné la réalisation de l'initiative NEPAD et le renforcement de sa place au sein de l'Union africaine, jusqu'à sa transformation en Agence africaine de développement, notre continent a parcouru des étapes importantes dans la construction de ses outils et mécanismes de développement ».

PASSER DE LA PLANIFICATION À L'EXÉCUTION

Au-delà du bilan, c'est donc la capacité de l'Afrique à transformer ses ambitions en



réalisations concrètes qui a constitué l'un des principaux axes du discours présidentiel. Tout en saluant les avancées enregistrées depuis la création du NEPAD, M. Tebboune a appelé à « reconnaître objectivement le fossé qui persiste entre l'ampleur des ambitions que nous nous étions fixées et les résultats effectivement obtenus sur le terrain ».

Il a estimé que « la question qui devrait nous préoccuper aujourd'hui ne se limite pas à ce que nous avons accompli au cours des vingt-cinq (25) dernières années, mais concerne surtout la manière de faire de la prochaine étape une phase d'accélération des réalisations et d'atteinte de la transformation souhaitée ». Cette nouvelle phase doit, selon le Président, rompre avec les limites de la planification sans exécution. Le défi, a-t-il souligné, consiste à « passer de la planification à l'exécution, des approches fragmentées à des projets et programmes structurels à fort impact et de la déclaration d'engagements à l'obtention de résultats tangibles et mesurables qui se reflètent directement dans la vie du citoyen africain ». Dans cette logique, l'appropriation africaine du développement ne saurait se limiter à la définition d'objectifs. Pour le président de la République, « la propriété africaine du développement ne se limite pas seulement à posséder une vision et à définir des priorités, elle nécessite également de disposer d'une capacité croissante en matière de financement, d'exécution, de suivi et d'évaluation ».

LES PROJETS ALGÉRIENS STRUCTURANTS MIS EN AVANT

Le Président Tebboune a ensuite mis en avant plusieurs projets à travers lesquels l'Algérie entend concrétiser son ancrage continental, affirmant que le pays « a fait de son appartenance à l'Afrique un choix stratégique constant ».

Il a notamment cité la route transsaharienne, ainsi que la route reliant Tindouf à Zouérat, en Mauritanie. À ces infrastructures s'ajoute le projet de fibre optique transsaharienne, présenté comme un outil destiné à renforcer la connectivité régionale. Celui-ci « joue un rôle important dans le renforcement de la connectivité numérique et le soutien à l'économie numérique dans la région du Sahel, ainsi que le projet de gazoduc transsaharien, considéré comme un projet stratégique de coopération dans les domaines de l'énergie et du développement », a-t-il déclaré. L'action algérienne en Afrique ne se limite toutefois pas aux infrastructures. Le Président a également insisté sur la dimension humaine de cette coopération, rappelant que « l'Algérie a contribué, depuis son indépendance, à la formation de dizaines de milliers de cadres africains dans diverses spécialités et continue chaque année à offrir des opportunités de

formation et des bourses d'études au profit des étudiants africains dans le cadre de sa contribution au développement du capital humain africain ».

Pour la prochaine étape, Abdelmadjid Tebboune a toutefois identifié un obstacle majeur qui conditionne la réalisation de nombreuses ambitions continentales : « L'un des principaux défis auxquels le développement de notre continent est confronté, à savoir le déficit de financement ».

LE FINANCEMENT AU CŒUR DE LA PROCHAINE ÉTAPE

La question des ressources financières occupe ainsi une place centrale dans la vision présentée par le Président Tebboune qui estime qu'« il est devenu nécessaire de renforcer la capacité de l'Afrique à mobiliser ses propres ressources, à orienter les capitaux et les économies africaines vers ses priorités de développement, à soutenir le rôle des institutions financières continentales, tout en continuant à travailler pour un système financier international plus juste et représentatif des intérêts du continent ».

Dans cette équation, le secteur privé doit également prendre une place accrue. « Le secteur privé reste un partenaire clé dans l'investissement, la production, l'innovation, la création d'emplois et le développement des chaînes de valeur régionales et continentales. Cela nécessite de continuer à améliorer le climat des affaires, à renforcer la capacité des projets à obtenir des financements, à développer les partenariats public-privé et à tirer davantage parti des mécanismes de financement innovants, du financement mixte et du partage des risques », a-t-il souligné. L'enjeu est désormais de passer des principes aux instruments. « Nous soulignons l'importance de traduire cette vision en mécanismes concrets capables de mobiliser les investissements, de préparer des portefeuilles de projets financables, de soutenir les petites et moyennes entreprises, ainsi que les chaînes de valeur africaines, et de développer des outils africains innovants pour le financement mixte et le partage des risques », a expliqué le Président.

RENFORCER LES MOYENS DU NEPAD

Cette exigence de résultats doit également s'appliquer aux institutions africaines chargées de porter les projets continentaux. Le président de la République a insisté sur le fait que « le succès de ces mécanismes dépendra toujours de leur capacité à se transformer en projets réels, avec des délais clairs et des indicateurs mesurables, de façon à ce que l'impact tangible sur la vie des citoyens africains soit le véritable critère de succès de notre travail commun ».

Dans cette perspective, « l'Algérie

réaffirme la nécessité de renforcer les ressources financières, techniques et humaines destinées à la mise en œuvre des projets phares de l'agenda 2063, d'accélérer la concrétisation de la zone de libre-échange continentale africaine et de créer les conditions permettant de la transformer en véritable levier d'intégration, de production et de commerce intra-africain ».

Alger met également en avant son soutien à la création de l'Agence africaine de notation de crédit. « Le soutien de l'Algérie à la création de l'Agence africaine de notation de crédit s'inscrit également dans cette approche visant à renforcer la souveraineté financière du continent, à améliorer l'évaluation de ses économies et à offrir des conditions plus équitables d'accès au financement », a ajouté le Président.

Le chef de l'État a, par ailleurs, souligné le rôle acquis par le NEPAD, qui a réussi à « s'imposer comme un outil central pour la mise en œuvre des priorités de développement du continent et comme un partenaire fiable pour les États membres et différents partenaires ».

Mais cette reconnaissance s'accompagne d'une demande de réforme et de renforcement. « Maintenir cet acquis et le renforcer nécessite aujourd'hui de passer à une nouvelle étape. Nous avons besoin d'une agence plus forte, plus flexible et plus efficace, plus réactive aux priorités des États membres, disposant de suffisamment de capacités opérationnelles et de ressources financières pour lui permettre de remplir pleinement sa mission ».

UN IMPÉRATIF DE SÉCURITÉ ET DE STABILITÉ

Le dernier volet du discours présidentiel a porté sur l'articulation entre développement, stabilité et efficacité institutionnelle. M. Tebboune a appelé à renforcer « l'intégration entre eux et la Commission de l'Union africaine, ainsi que les communautés économiques régionales, d'éviter le chevauchement des rôles et des compétences, de renforcer leur capacité à préparer des projets financables, à mobiliser des ressources, à développer les capacités, à suivre la mise en œuvre et à évaluer l'impact ».

Pour le Président, l'enjeu n'est toutefois pas de multiplier les structures, mais de rendre celles qui existent plus opérationnelles. Il a ainsi souligné que « l'enjeu n'est pas de créer davantage de structures, mais de permettre à nos institutions existantes de transformer nos décisions politiques en projets et résultats concrets. Dans ce contexte, l'importance du rôle que peuvent jouer les États fondateurs du NEPAD se révèle non pas comme un privilège historique, mais comme une responsabilité renouvelée de préserver l'esprit d'initiative et de contribuer à son adaptation face aux nouveaux défis et changements ».

Cette vision associe enfin étroitement les impératifs de développement et ceux de stabilité. Le président de la République a rappelé que « le développement et la stabilité restent, par ailleurs, deux parcours indissociables : il n'y a pas de développement durable sans sécurité et stabilité ni de paix durable sans un développement global qui réduit les zones de fragilité et répond aux aspirations des peuples ».

À travers ce discours, l'Algérie défend une nouvelle étape du NEPAD davantage tournée vers la mise en œuvre, le financement et la mesure des résultats. Vingt-cinq ans après sa création, l'enjeu n'est plus seulement de définir une ambition commune pour le continent, mais de disposer des moyens institutionnels, financiers et humains permettant de la concrétiser.

G. Salah Eddine

POUR ÊTRE PLUS ATTRACTIVES LES STRUCTURES DE JEUNESSE APPELÉES À SE RÉINVENTER

Le ministre de la Jeunesse et président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a appelé, samedi dernier à Jijel, les structures de jeunesse à concevoir des "programmes proactifs" afin d'attirer un maximum de jeunes.

Lors de sa visite d'inspection à l'auberge de jeunesse Brihoum-Youcef, dans la commune de Jijel, M. Hidaoui a souligné la nécessité de moderniser l'approche adoptée par les structures relevant de son secteur. Il a notamment insisté sur l'élaboration de programmes à la fois "préventifs et proactifs", qu'il considère comme indispensables pour capter l'attention des jeunes et favoriser leur engagement au sein de ces espaces.

Dans ce contexte, le ministre a souligné que les maisons de jeunes doivent impérativement renforcer leur attractivité en diversifiant leur offre pédagogique, conformément aux orientations du ministère de tutelle. Il a indiqué, à ce titre, qu'un éventail d'activités spécialisées sera prochainement intégré au sein de ces structures, citant notamment la



création de clubs dédiés au camping, au tourisme de jeunesse, au volontariat et à la mobilité.

M. Hidaoui a également mis l'accent sur la nécessité de développer un marketing plus performant afin de mieux valoriser les prestations touristiques proposées par ces infrastructures, dont le réseau compte actuellement plus de 300 unités à l'échelle nationale. Cette démarche vise à faire des maisons et auberges de jeunesse des structures d'hébergement attractives pour les Algériens, lors de leurs déplacements à travers le pays. Au cours de sa tournée, le ministre s'est également rendu au centre de

loisirs de Bordj Blida, dans la commune d'El Aouana, où il s'est enquis des installations et des prestations proposées aux jeunes et aux familles. M. Hidaoui a ensuite visité le centre de collecte des aides destinées aux sinistrés des derniers incendies, situé dans la région de Bouchaid, dans la commune d'El Aouana. Cette structure témoigne de l'engagement de la jeunesse dans les actions de solidarité, notamment à travers l'initiative "Soutien à l'Algérie victorieuse", qui a mobilisé plus de 1.700 jeunes venus de différentes régions du pays pour participer aux opérations de solidarité. Au terme de sa visite, le ministre a salué cet élan

de solidarité et réaffirmé l'engagement de son département à accompagner et soutenir les initiatives de terrain portées par la jeunesse.

Au-delà de la modernisation des infrastructures et de la diversification des activités, cette démarche a pour objectif de replacer les structures de jeunesse au cœur de la vie locale, en les transformant en espaces davantage ouverts, attractifs et adaptés aux attentes des nouvelles générations, tout en renforçant leur rôle dans l'animation sociale et les actions de solidarité à travers le pays.

Zineb Bouzid

UN NOUVEAU PROGRAMME POUR STRUCTURER LES JEUNES VOLONTAIRES

M. Hidaoui a annoncé, par la même occasion, le lancement "prochain" d'un nouveau programme intitulé "Soutien" destiné à structurer les jeunes bénévoles.

Le ministre, qui effectue une visite d'inspection et de travail dans cette wilaya, a expliqué que ce programme prendra en charge l'encadrement et la

structuration des jeunes volontaires au niveau local pour qu'ils soient les initiateurs des actions de volontariat, ajoutant que le camp de jeunes de la wilaya de Médéa a été choisi en tant que centre national pour le lancement de ce projet. Au cours de sa visite à Jijel, M. Hidaoui supervisera la mise en service de plusieurs structures relevant de son

secteur, telles que l'auberge de jeunesse Brihoum-Youssef dans la commune de Jijel, et inaugurera le complexe sportif et de loisirs défunt moudjahid Roula-Elhadi, dans la zone de Bourmel, près du chef-lieu de wilaya, avant d'inspecter plusieurs projets dans les communes d'El Aouana, d'Ouled Rabah et de Taher. **APS**

UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE LA NATION EN VISITE D'INFORMATION À GUELMA

Une délégation parlementaire constituée de membres de la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale du Conseil de la Nation a entamé, samedi dernier, une visite d'information dans la wilaya de Guelma.

Le président de la commission et chef de la délégation, le Pr Habib Douaki, a déclaré à l'APS, en marge d'une réunion de travail avec les responsables des secteurs

concernés par la visite, que cette mission vise à "évaluer sur le terrain la réalité des organismes et structures des secteurs de la santé, du travail, de la Sécurité sociale et de la solidarité nationale, leurs conditions de travail, le niveau des services fournis aux citoyens et la disponibilité des ressources humaines et des moyens matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions dans les meilleures conditions". Il a ajouté que différentes

structures de santé seront visitées, ponctuées par des rencontres avec les personnels médical, paramédical pour examiner leur situation en matière d'équipement, de gestion et de numérisation, tout au long de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre de l'exercice des missions de contrôle et d'information du Conseil de la Nation. M. Douaki a également indiqué que des agences des caisses de sécurité sociale, des centres spécialisés et des établissements accueillant des

personnes à besoins spécifiques seront également au programme de la visite de la délégation parlementaire.

Les membres du Conseil de la Nation avaient tenu, à l'entame de cette visite à Guelma qui se poursuivra jusqu'au 7 octobre, une séance de travail, au siège de la wilaya, où ils ont écouté, en présence du wali, Samir Chibani, des exposés détaillés sur les secteurs relevant de la commission.

3^e RÉGION MILITAIRE À BÉCHAR (MDN) ÉLIMINATION D'UN NARCOTRAFIQUANT ET SAISIE DE 1.660 KG DE KIF TRAITÉ

Deux tentatives d'acheminement d'une importante quantité de drogues vers le territoire national ont été déjouées, avec la saisie de 1.660 kilogrammes de kif traité, et un narcotrafiquant a été éliminé, en 3^e Région militaire à Béchar, par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans la dynamique des efforts consentis pour la

sécurisation des frontières et la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire en 3^e Région militaire à Béchar ont déjoué, lors d'une opération de recherche et de fouille, les 1^{er} et 2 octobre 2026, deux tentatives d'acheminement d'une importante quantité de drogues vers le territoire national", précise la même source. "Cette opération a permis

l'élimination d'un (1) narcotrafiquant, la saisie de 1.660 kilogrammes de kif traité et 3 paires de jumelles de jour", ajoute le texte. "Ces grandes quantités de drogues saisies mettent en exergue la détermination des unités de l'ANP, à travers l'ensemble du territoire national, à contrecarrer et mettre en échec toutes les tentatives visant à inonder notre pays par ces substances toxiques", conclut le communiqué du MDN. **APS**

NAPEC 2026

ORAN AU CŒUR DES NOUVEAUX ENJEUX ÉNERGÉTIQUES RÉGIONAUX

Oran deviendra, à partir d'aujourd'hui et jusqu'à mercredi, le point de rencontre des grands acteurs de l'énergie en Afrique et dans le Bassin méditerranéen. C'est la 14e édition du NAPEC (North Africa Energy & Hydrogen Exhibition and Conference) qui s'ouvre au Centre des conventions Mohamed-Benahmed dans un contexte marqué par la recomposition du paysage énergétique mondial.



Placée sous le thème « Towards A New Energy Mix Approach : From Energy Transition To Energy Addition, Ensuring Energy Security, Affordability, And Decarbonization », cette édition traduit une évolution importante du débat énergétique. Il ne s'agit plus seulement d'accompagner la transition vers des sources moins carbonées, mais de construire progressivement un mix capable de répondre à une demande mondiale toujours croissante, tout en préservant la sécurité des approvisionnements et la compétitivité des économies.

Hydrocarbures, hydrogène, énergies renouvelables, décarbonation et technologies numériques figurent parmi les principaux sujets abordés durant cette édition. Le Salon constitue également un espace consacré aux partenariats industriels, aux investissements et au transfert de technologies, avec la

participation de plusieurs grands groupes énergétiques internationaux. Pour l'Afrique, l'enjeu est particulièrement important. Le continent dispose d'importantes ressources énergétiques, mais doit encore renforcer ses infrastructures, ses capacités industrielles et ses mécanismes de financement afin de mieux valoriser ce potentiel. L'hydrogène constitue notamment l'un des nouveaux axes de développement, même si la concrétisation des nombreux projets annoncés reste conditionnée à la mobilisation d'investissements importants. L'Algérie occupe naturellement une place particulière dans ces discussions. Producteur majeur de gaz et acteur historique du secteur énergétique africain, le pays cherche parallèlement à développer les énergies renouvelables, à faire émerger une filière hydrogène et à renforcer l'efficacité énergétique. La transformation numérique des activités énergétiques constitue également un axe croissant, notamment à travers l'intelligence artificielle, l'automatisation et

les outils permettant d'optimiser la production et la maintenance des installations.

UNE PARTICIPATION INTERNATIONALE FORTE

La dimension internationale constitue l'un des temps forts de cette édition. L'Union européenne participe pour la première fois officiellement au NAPEC, avec un programme consacré aux énergies renouvelables, à

l'hydrogène, à l'efficacité énergétique et aux mécanismes d'investissement. L'Italie dispose également d'un pavillon national réunissant des entreprises actives dans l'énergie, l'ingénierie et les technologies, tandis que plusieurs groupes européens viennent présenter leurs solutions et rechercher de nouvelles opportunités de coopération avec les acteurs algériens. La présence africaine est, elle aussi, particulièrement significative. Le secrétaire général de l'Organisation africaine des producteurs de pétrole (APPO), Farid Ghezali, participe au rendez-vous et doit échanger avec les responsables algériens sur l'évolution des marchés énergétiques et le renforcement du partenariat africain dans les hydrocarbures. Au-delà des rencontres institutionnelles, le NAPEC offre un espace de rapprochement entre producteurs, investisseurs et entreprises du continent autour de l'exploration, des infrastructures, du transfert de technologies et de la valorisation locale

des ressources. Cette concentration d'acteurs internationaux pourrait également ouvrir la voie à de nouveaux accords. Sans préjuger des annonces qui pourraient intervenir durant les trois jours, les secteurs de l'hydrogène, des énergies renouvelables, de la décarbonation, de la digitalisation et des services pétroliers offrent plusieurs terrains pour des protocoles d'entente, des partenariats industriels ou de nouveaux contrats.

L'enjeu est désormais de transformer les rencontres d'Oran en investissements et en projets concrets, en Algérie comme dans le reste du continent.

Le NAPEC 2026 offre ainsi un cadre pour confronter les stratégies, attirer les investissements et identifier de nouveaux partenariats.

Au-delà des annonces et des échanges institutionnels, l'enjeu sera surtout de transformer les ambitions affichées en projets financiers, en infrastructures opérationnelles et en capacités industrielles durables.

Dans ce paysage énergétique en pleine recomposition, la question pour les pays africains n'est donc plus seulement celle de leurs ressources, mais aussi de leur capacité à les transformer localement, à maîtriser davantage les technologies et à conserver une part plus importante de la valeur créée par leurs propres industries. À travers cette édition, l'Algérie cherche donc à se positionner au croisement de plusieurs dynamiques : puissance gazière traditionnelle, développement de nouvelles filières énergétiques, coopération africaine et ouverture sur le marché européen. Une position qui prend davantage de poids alors que la sécurité énergétique, le coût de l'énergie et la réduction des émissions deviennent simultanément des priorités pour les économies.

G. Salah Eddine

ALGÉRIE-APPO

RENFORCER LA COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE AFRICAINE

La coopération énergétique africaine cherche à franchir un nouveau cap. À Alger, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu hier le secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), Farid Ghezali, en visite de travail en Algérie à l'occasion de sa participation à la 14e édition du Salon et Conférence sur l'énergie et l'hydrogène pour l'Afrique et le Bassin méditerranéen NAPEC 2026, a indiqué un communiqué.

Au cœur des échanges : les moyens de renforcer la coopération entre l'Algérie et l'APPO, mais aussi les conditions permettant aux pays africains de mieux valoriser leurs ressources énergétiques. Les discussions ont porté sur les secteurs du pétrole et du gaz, avec un intérêt particulier accordé à la formation, à la recherche et au développement dans un marché mondial marqué par des transformations rapides et par de nouveaux enjeux liés à la sécurité énergétique et à la transition du secteur.

Les deux parties ont également examiné les perspectives de partenariat à l'échelle africaine, ainsi que les évolutions des marchés énergétiques internationaux. Les discussions ont porté, en parallèle, sur la feuille de route de l'APPO et son programme d'action pour les prochaines années, avec en toile de fond la nécessité pour les producteurs africains de renforcer leur coopération et leurs capacités propres. L'autre dossier chaud sur la table de la rencontre a concerné la Banque africaine de l'énergie, appelée à jouer un rôle important dans le financement du développement des infrastructures et des industries énergétiques du continent.

L'enjeu est considérable pour les pays producteurs africains, confrontés à des besoins élevés en



Mohamed Arkab a réaffirmé, à cette occasion, le soutien constant de l'Algérie aux objectifs et aux initiatives de l'APPO visant à permettre aux pays africains de valoriser leurs ressources naturelles de manière efficace et équitable.

Le ministre d'État a également insisté sur l'importance de développer des mécanismes communs de financement des infrastructures énergétiques et de renforcer le contenu local dans les industries pétrolières et gazières. Une orientation qui vise à faire davantage profiter les économies africaines de leurs ressources, notamment à travers le développement des compétences, des chaînes de valeur et des capacités industrielles locales.

Dans cette dynamique, l'Algérie entend mettre son expérience au service de ses partenaires africains. Mohamed Arkab a renouvelé l'engagement du pays à accompagner les États du continent dans les domaines de l'exploration, de la production, de la transformation et de la formation.

Le ministre a notamment mis en avant le rôle de l'Institut algérien du pétrole dans la formation des compétences africaines et dans leur préparation aux défis techniques et professionnels du secteur énergétique. Pour les pays producteurs, la maîtrise des technologies et la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée constituent, en effet, un enjeu aussi déterminant que l'accès aux financements.

investissements pour développer leurs capacités d'exploration, de production, de transformation et de transport. Le renforcement des mécanismes de financement commun pourrait ainsi contribuer à réduire les contraintes qui freinent encore la réalisation de nombreux projets énergétiques africains.

Le groupe Sonatrach pourrait également jouer un rôle dans cette coopération. Mohamed Arkab a souligné ses capacités à accompagner les pays africains dans la valorisation de leurs ressources en hydrocarbures et dans le développement de leurs capacités industrielles.

CONSOLIDER LA SOUVERAINÉTÉ ÉNERGÉTIQUE DU CONTINENT

De son côté, le secrétaire général de l'APPO, Farid Ghezali, a remercié l'Algérie pour son soutien aux objectifs de l'organisation, saluant notamment sa contribution dans la formation, le développement des ressources humaines, ainsi que dans la recherche et l'innovation dans le secteur des hydrocarbures.

Il a également souligné le rôle toujours important du pétrole et du gaz dans les économies africaines, estimant que ces ressources demeurent un levier du développement, de l'industrialisation et du renforcement de la souveraineté énergétique du continent.

Au-delà des échanges institutionnels, la rencontre met ainsi en lumière un enjeu économique plus large : pour les producteurs africains, l'objectif n'est plus seulement d'extraire et d'exporter leurs ressources, mais de parvenir à financer leurs infrastructures, développer leurs capacités de transformation et renforcer leurs compétences afin de conserver une plus grande part de la valeur créée sur le continent.

L'Algérie, qui soutient depuis la création de l'APPO, en 1987, les efforts de coopération et d'échange d'expertises entre les pays africains producteurs de pétrole, entend poursuivre son engagement dans cette dynamique. La consolidation des mécanismes de financement, le développement des infrastructures et la circulation des compétences apparaissent désormais comme autant de leviers pour renforcer la place de l'Afrique dans le paysage énergétique mondial.

La rencontre s'est déroulée en présence du président-directeur général de Sonatrach, Nourredine Daoudi, ainsi que de plusieurs cadres du ministère des Hydrocarbures.

G. S. E.

LANCÉE À PARTIR DE BOUMERDÈS UNE SESSION DE FORMATION AU PROFIT DE STAGIAIRES NIGÉRIENS

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a donné, samedi dernier à Boumerdès, le coup d'envoi d'un programme de formation destiné à 88 stagiaires nigériens.

Accompagnée du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, ainsi que de la ministre nigérienne de la Fonction publique et du Travail, Aissatou Abdoulaye Tondi, Mme Arhab a précisé que ce projet se déroule conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Elle a également mis en avant la vision de l'Algérie, selon laquelle le continent africain tire sa force de sa jeunesse et que l'ensemble de ses peuples partagent un destin commun et solidaire.

La ministre a souligné que cette opération marque une nouvelle page dans les relations fraternelles entre l'Algérie et le Niger. Elle a affirmé à ce titre que « l'Algérie considère la ressource humaine comme sa richesse la plus précieuse et comme le meilleur pont de coopération entre les deux nations ».

Menée en coordination avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, cette opération permettra de former 500 personnes à travers 19 spécialités soigneusement sélectionnées et réparties dans dix wilayas du pays.

Mme Arhab a ensuite énuméré les différents domaines de formation, qui comprennent notamment l'agriculture, l'aquaculture, la plomberie, le chauffage, la



maintenance informatique, le tourisme, la climatisation, l'électricité et l'installation de systèmes solaires. Le programme englobe également la réparation automobile, le forage, l'exploitation minière, ainsi que les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie.

Elle a, en outre, mis en avant les bénéfices de ce cursus, qui permettra aux stagiaires d'acquérir des compétences et une expérience précieuse qu'ils pourront réinvestir au service de la société et de l'économie de leur pays.

« C'est là l'esprit que nous souhaitons insuffler à notre coopération africaine, un esprit fondé sur le partage d'expérience, le transfert de savoirs et le renforcement des capacités », a-t-elle déclaré, insistant sur l'importance de doter la jeunesse des outils nécessaires pour accéder au marché du travail et participer activement à l'essor du continent. Mme Arhab a

également mis en avant le fait que l'Algérie érige la formation et l'enseignement professionnels en pilier fondamental de la coopération Sud-Sud. Elle a rappelé la conviction du pays selon laquelle l'Afrique s'élèvera grâce à sa jeunesse, à ses compétences ainsi qu'à son potentiel de production et d'innovation, en vue de bâtir un partenariat durable et sincère axé sur le développement des talents. Par ailleurs, la ministre nigérienne de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi, Aissatou Abdoulaye Tondi, a exprimé sa profonde gratitude aux autorités algériennes, et tout particulièrement au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ainsi qu'au peuple algérien, pour l'accueil chaleureux et l'attention accordée à sa délégation. Elle a également transmis les salutations fraternelles du gouvernement et du peuple nigériens à leurs homologues

algériens. Elle a ensuite salué la qualité des relations algéro-nigériennes, les qualifiant d'historiques et de solides.

Reposant sur la confiance mutuelle, le partage d'expériences, la solidarité et le respect réciproque, ces liens dépassent largement le cadre d'un simple partenariat.

La ministre nigérienne a estimé que le lancement officiel de cette session revêt une portée hautement symbolique et forte, traduisant la volonté résolue des présidents

algérien et nigérien de resserrer les liens fraternels et de consolider la coopération bilatérale.

Dans le même contexte, elle a souligné que ce programme répond directement aux besoins du marché du travail nigérien en matière de qualifications, le qualifiant de véritable investissement destiné à valoriser le potentiel de la jeunesse de son pays.

À travers cette initiative, Alger et Niamey confirment leur engagement à renforcer leur coopération dans le domaine de la formation professionnelle et du développement des compétences. Une coopération qui traduit la volonté commune des deux pays de valoriser leur jeunesse, de favoriser le transfert de savoir-faire et de contribuer au développement des ressources humaines au service de leurs économies respectives.

Zineb Bouzid

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT AFRICAIN

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Mohamed Hattab, a souligné samedi dernier à Boumerdès que l'accueil de stagiaires de la République du Niger venus suivre une formation témoigne de "la volonté de l'Algérie de continuer à soutenir les efforts de ses frères africains dans le domaine de la formation, de la qualification des jeunes et du développement des ressources humaines". Lors du lancement de la session de formation de 88 stagiaires nigériens dans la wilaya, dans le cadre d'un programme de formation de 500 stagiaires répartis dans dix wilayas du pays, en présence de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, et de la ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi de la République du Niger, Mme Aissatou Abdoulaye Tondi, M. Hattab a réitéré que l'Algérie "tient à continuer de soutenir les efforts de ses frères africains dans le domaine de la formation et de la qualification des jeunes, ainsi que dans celui du développement des ressources humaines", car elle est "convaincue que l'avenir de l'Afrique se

construit par la science et le savoir, grâce à ses enfants, ainsi qu'à la coopération et à l'intégration entre ses pays et ses peuples", a-t-il ajouté.

Il a rappelé que cette initiative s'inscrit "dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les relations de l'Algérie avec les pays africains frères et à élargir les domaines de coopération et de partenariat". M. Hattab a également estimé que l'accueil de stagiaires nigériens en Algérie constitue "une expression sincère de l'ancrage africain de l'Algérie et la concrétisation d'une conviction profonde, selon laquelle la coopération entre les pays africains ne doit pas se limiter aux seuls échanges économiques, mais doit englober le capital humain, la science, la formation, le transfert d'expertise et le renforcement des capacités".

Il a souligné que cette initiative s'inscrit dans le cadre du "renforcement des relations de coopération et de fraternité qui unissent l'Algérie et la République du Niger et de l'élargissement

des domaines de coopération africaine, notamment dans les domaines de la formation, de la qualification des jeunes et du développement des ressources humaines, de nature à contribuer au renforcement des capacités et à l'échange d'expériences entre les deux pays frères".

Le ministre a déclaré que cela traduit "la conviction de l'Algérie, selon laquelle investir dans la jeunesse africaine, c'est investir dans l'avenir du continent", soulignant que les établissements de formation algériens mettent leur expérience et leurs moyens au service de leurs frères africains, leur permettant ainsi d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour contribuer au développement économique et social de leur pays.

Il a ajouté que cette expérience ne devait pas se limiter à l'aspect formation, mais qu'elle devait également permettre de renforcer le rapprochement entre les jeunes Algériens et Nigériens et de consolider les relations entre les deux peuples frères. **APS**

BLANCHIMENT D'ARGENT DUBAÏ AU CŒUR D'UNE ENQUÊTE BRITANNIQUE

Une enquête de la National Crime Agency (NCA) britannique vient de mettre au jour un vaste réseau qui aurait acheminé près de 30 millions de livres sterling en espèces vers les Émirats arabes unis qui se retrouvent une nouvelle fois au cœur d'une enquête sur les circuits de fonds illicites.

Tout commence dans les villes du nord de l'Angleterre. Manchester, Liverpool, Southport, Sheffield, Huddersfield. Là, des membres du réseau récupèrent l'argent auprès de groupes appartenant à la criminalité organisée. Puis vient la deuxième étape, celle qui transforme une opération locale en véritable circuit international : faire disparaître physiquement les billets du Royaume-Uni.

Pour cela, le réseau dispose de passeurs. Leur mission est simple en apparence : prendre l'avion et arriver à Dubaï avec l'argent. La difficulté consiste à faire passer les billets sans attirer l'attention.

Les sommes sont alors réparties dans les vêtements et les bagages.

Certains voyageurs peuvent embarquer avec plusieurs valises, parfois jusqu'à cinq au cours d'un même déplacement.

Les vols partent notamment de Manchester et de Birmingham, mais aussi de Bruxelles, avec Dubaï comme destination finale. Derrière cette organisation se trouve un homme installé dans l'émirat. Selon la National Crime Agency, il coordonne les opérations depuis Dubaï et donne les instructions aux membres du réseau chargés de récupérer puis de transporter l'argent. Pour communiquer, il utilise notamment un groupe WhatsApp où sont transmis les lieux de rendez-vous, les modalités de remise des espèces et les consignes relatives aux déplacements.

Le système est suffisamment rodé pour que le transport de l'argent devienne presque une routine.

DES MILLIONS DANS LES VALISES

Les chiffres donnent une idée de l'ampleur de cette mécanique. Cinq membres du réseau ont à eux seuls transporté 20,8 millions de livres sterling en espèces au cours de



plusieurs voyages vers Dubaï. Au total, près de 30 millions de livres auraient été acheminés vers les Émirats dans le cadre du dispositif. Et les voyages ne se limitaient pas au transport des billets.

Une fois à Dubaï, les membres du réseau étaient hébergés dans des hôtels et leurs dépenses prises en charge. Repas, sorties et soirées dans des discothèques et des clubs étaient financés pendant leur séjour. Le déplacement des fonds s'inscrivait dans une organisation beaucoup plus large, où les passeurs étaient pris en charge dès leur départ jusqu'à leur arrivée dans l'émirat.

Mais une opération de cette ampleur finit forcément par laisser des traces. En octobre 2018, l'un des membres du réseau tente de faire sortir 306.040 livres sterling de l'aéroport de Manchester. L'argent est découvert dans ses bagages après leur enregistrement. Il est arrêté et les fonds sont saisis.

Cette arrestation n'est pas un incident isolé. Elle va contribuer à mettre progressivement au jour les rouages d'un dispositif qui fonctionne depuis plusieurs années. L'enquête va surtout révéler que le réseau avait réussi à s'appuyer sur une personne travaillant directement dans l'aéroport.

Une employée d'Emirates chargée de l'enregistrement des passagers à Manchester a participé aux opérations de transport clandestin

d'argent avant de plaider coupable. Sa position lui permettait de faciliter le passage de certains bagages et de contribuer au bon déroulement des déplacements.

Pour les enquêteurs britanniques, cette complicité constitue l'un des éléments les plus révélateurs du fonctionnement du réseau : l'argent ne circulait pas simplement entre des criminels et des passeurs, mais bénéficiait également de complicités au sein de la chaîne aéroportuaire. Puis le dispositif commence à s'effondrer.

Trois opérations distinctes permettent aux autorités britanniques de saisir au total 788.455 livres sterling en espèces. Ces saisis conduisent la National Crime Agency à ouvrir une enquête plus large et à remonter progressivement la piste de l'argent. Derrière chaque saisie apparaissent alors de nouveaux noms, de nouveaux trajets et de nouvelles connexions.

DOUZE SEMAINES DE PROCÈS

Après des mois d'investigations, l'affaire arrive devant la justice britannique. Le 4 juin dernier, au terme d'un procès de douze semaines devant la Crown Court de Bolton, un jury reconnaît cinq membres du réseau coupables. D'autres accusés avaient plaidé coupable avant même le début du procès. Plusieurs peines ont ensuite été prononcées, tandis que certains protagonistes doivent encore connaître leur condamnation.

Pour la National Crime Agency, cette affaire illustre surtout une réalité bien connue des services chargés de lutter contre la criminalité organisée : derrière les trafics et les activités criminelles se trouve toujours la nécessité de déplacer, dissimuler et réinjecter l'argent.

John Hughes, responsable d'une branche de l'agence, a déclaré que le groupe criminel avait fait sortir "d'énormes

quantités d'argent", soulignant que "l'argent illicite constitue une source majeure de

financement des activités des groupes de criminalité organisée".

L'affaire prend une dimension particulière

avec le rôle attribué à Dubaï. Dans ce dossier, l'émirat apparaît comme la destination finale d'un circuit construit au départ depuis plusieurs villes britanniques. Et c'est peut-être là que réside l'aspect le plus frappant de cette affaire. Près de 30 millions de livres ne sont pas passés par un circuit financier clandestin sophistiqué ou par une opération numérique invisible. Une partie de cet argent a simplement voyagé dans des valises, à bord de vols commerciaux, entre le Royaume-Uni et Dubaï.

Pendant des mois, le réseau a ainsi transformé des billets provenant de la criminalité organisée en simples bagages de voyage. Jusqu'au jour où les valises ont commencé à être ouvertes.

G. Salah Eddine

Les chiffres donnent une idée de l'ampleur de cette mécanique. Cinq membres du réseau ont à eux seuls transporté 20,8 millions de livres sterling en espèces au cours de plusieurs voyages vers Dubaï.

Après des mois d'investigations, l'affaire arrive devant la justice britannique. Le 4 juin dernier, au terme d'un procès de douze semaines devant la Crown Court de Bolton, un jury reconnaît cinq membres du réseau coupables. D'autres accusés avaient plaidé coupable avant même le début du procès.

LE SECTEUR DU TOURISME CONTINUE D'ACCÉLÉRER SA TRANSFORMATION 294 PROJETS EN COURS DE RÉALISATION

Lors d'une réunion de coordination présidée par la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, jeudi dernier, un chiffre clé a été dévoilé, 294 projets hôteliers agréés sont actuellement en cours de réalisation dans les zones d'expansion touristique, a indiqué un communiqué.

Entre dynamisation des capacités hôtelières et libération du foncier, le secteur du tourisme en Algérie accentue résolument sa transformation. Une volumétrie éloquent qui illustre sans équivoque la volonté d'enrichir l'offre locale et de satisfaire les attentes grandissantes tant des vacanciers nationaux que des visiteurs étrangers. Concrètement, ces chantiers se scindent en deux volets : 111 initiatives menées sous le régime du droit de concession et 183 projets adossés à des terrains de propriété privée. Leur concrétisation viendra gonfler significativement les capacités d'accueil nationales, au moment où l'État ambitionne d'ériger le tourisme en véritable levier de croissance, d'emploi et de dynamisme économique local. Au-delà des bilans chiffrés, cette rencontre a permis de scruter l'état des assiettes foncières disponibles et d'accélérer leur mise en valeur. La ministre a insisté sur un impératif : l'essor du tourisme repose sur des terrains parfaitement viabilisés et transparents, tout autant que sur l'élimination des freins administratifs et techniques pesant sur les chantiers. Pour dynamiser l'investissement, une opération d'aménagement portant sur 10 ZET permettra d'octroyer prochainement 70 terrains prêts à l'emploi. Vocation affichée de ces futurs terrains : abriter des projets diversifiés tels que des hôtels, des complexes ou des villages de vacances dans le but affirmé d'étoffer les capacités d'accueil du tourisme de proximité. Cette opération intervient dans le cadre d'un portefeuille foncier touristique comprenant 238 zones d'expansion et sites touristiques classés à travers 50 wilayas, dont 86 ZET disposent déjà de plans d'aménagement touristique. À ce jour, les opérations engagées ont permis l'aménagement de 25 ZET. L'enjeu est désormais de transformer progressivement ce potentiel foncier en projets effectivement réalisés et économiquement viables. Face à ces enjeux, Houria Meddahi a émis une série d'instructions fermes. Elle a ainsi enjoint ses services d'accélérer le recensement et la mise à jour de la situation foncière, préconisant la mise en place d'une « carte d'identité » exhaustive pour chaque site afin de faciliter



l'accès à l'information pour les porteurs de projets. Cette démarche doit consigner en détail le statut juridique et technique de chaque parcelle, sa superficie, son implantation, l'état des raccordements aux réseaux, ainsi que les vocations de projets envisageables. Par ailleurs, la ministre a exigé d'intensifier les chantiers d'aménagement et de viabilisation des ZET. Elle a, par ailleurs, exhorté à privilégier des schémas d'investissement novateurs et flexibles, dispensés de grands espaces fonciers. Une approche conçue pour multiplier les initiatives et faciliter l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché. La ministre a également érigé la coordination interinstitutionnelle en impératif. À ce titre, les directions locales du tourisme, l'administration des Domaines, la Conservation foncière, les édiles locaux et l'Agence nationale du foncier touristique sont sommés d'intensifier leur collaboration afin

de régulariser les situations bloquées et d'aplanir les obstacles dans les meilleurs délais. L'intégration du numérique et l'unification des bases de données viendront parachever cette démarche, garantissant ainsi transparence et efficacité au processus. Cette dynamique s'inscrit dans la continuité des orientations fixées par le président Abdelmadjid Tebboune lors du Conseil des ministres du 12 juillet dernier. Le chef de l'État avait alors chargé la ministre du Tourisme d'élaborer un plan d'action complet et efficace, consacré au développement du tourisme et à la promotion du tourisme intérieur. Il avait également insisté sur la formation et la spécialisation dans les différents segments, notamment balnéaire, montagnard et saharien, ainsi que sur la valorisation des richesses naturelles, culturelles et civilisationnelles du pays. La mobilisation du foncier et

l'accélération des investissements constituent ainsi l'un des volets concrets de cette feuille de route. Avec des centaines de projets hôteliers engagés et de nouvelles assiettes foncières appelées à être proposées aux investisseurs, les pouvoirs publics cherchent à transformer les potentialités touristiques du pays en capacités d'accueil et en activités économiques réelles. Pour la ministre, la mobilisation du foncier ne doit toutefois pas se limiter à la mise à disposition de terrains, mais doit permettre d'orienter cet actif vers des projets créateurs de valeur ajoutée, de richesse et d'emplois, tout en contribuant au développement local. Une approche qui place désormais la qualité, la rapidité de réalisation et l'efficacité de l'investissement au cœur de la nouvelle étape de développement du tourisme algérien. L'enjeu sera désormais de faire passer cette dynamique du stade des annonces et des assiettes foncières disponibles à celui des réalisations concrètes. Entre accélération des procédures, viabilisation des terrains et diversification de l'offre, le secteur touristique dispose d'un potentiel important à transformer en infrastructures, en emplois et en nouvelles activités économiques. La réussite de cette nouvelle étape dépendra surtout de la capacité à lever durablement les contraintes qui freinent encore l'investissement et à inscrire les projets dans une véritable logique de développement local.

Zineb Bouzid

RETROUVEZ VOTRE EDITION PAPIER CHEZ LES BURALISTES
LE PDF SUR NOTRE SITE : alger16.dz

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE INTERNATIONAL D'ALGÉRIE

LANCEMENT DES AUDITIONS À ORAN AVEC LA PARTICIPATION DE 20 JEUNES

Les auditions de l'"Académie de l'Orchestre des jeunes", relevant de l'Orchestre philharmonique international d'Algérie, ont débuté, samedi dernier dans la wilaya d'Oran, avec la participation d'une vingtaine de jeunes filles et garçons dans le cadre de la poursuite des préparatifs pour le lancement de ce projet à dimensions nationale et internationale.

Ces auditions se sont déroulées tout au long de la journée de samedi dernier à l'Institut régional de musique Blaoui-Mohamed-El Houari, avec pour objectif de découvrir de jeunes talents musicaux âgés de 18 à 25 ans, de développer leurs capacités artistiques et de sélectionner les plus talentueux pour rejoindre l'Académie de l'Orchestre des jeunes relevant de l'Orchestre philharmonique international d'Algérie. Le maestro et chef de l'Orchestre philharmonique international d'Algérie, Mohamed Amine Kouider, a indiqué dans une déclaration à la presse en marge de ces auditions que la création de l'Orchestre des jeunes relevant de l'Orchestre philharmonique



international d'Algérie intervient conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts. Il a ajouté que l'étape d'Oran constitue la deuxième étape du programme d'auditions destinées aux jeunes, après celles consacrées aux musiciens professionnels, organisées la semaine dernière à Alger. Il a précisé que l'opération a débuté durant les mois de septembre et octobre 2026 au niveau de l'Opéra

d'Alger Boualem-Bessaïh et dans plusieurs villes et wilayas du pays pour les professionnels. Elle se poursuivra dans différentes wilayas, avant de s'étendre aux Algériens résidant à l'étranger, afin de donner leur chance aux jeunes. M. Kouider a indiqué que l'Orchestre philharmonique international d'Algérie sera composé de 100 musiciens, dont 70% de musiciens algériens résidant en Algérie ou issus de la communauté nationale établie à l'étranger, ainsi que des jeunes qui seront sélectionnés dans le cadre de l'académie. Les

musiciens internationaux représenteront 30% de la formation et seront issus d'une douzaine de pays d'Afrique, d'Europe, du monde arabe et d'Amérique. Concernant l'Académie de l'Orchestre des jeunes, l'intervenant a expliqué que 30 jeunes Algériens seront sélectionnés parmi quelque 250 candidats issus de 32 wilayas, souligné que cette opération s'inscrit dans une démarche visant à découvrir les jeunes talents musicaux, à les développer et à perfectionner leurs compétences, afin que l'académie constitue un vivier pour l'orchestre principal. Le projet est placé sous la direction du maestro Amine Kouider, tandis que le jury comprend des artistes de renom et des personnalités internationales, parmi lesquels l'artiste libanais Marcel Khalifa, ce qui contribue à encadrer le processus de sélection des talents et des compétences participant aux auditions. L'Orchestre devrait entamer ses activités sur scène dans un délai d'un à deux mois, selon le même responsable qui a souligné que cette étape constituera un nouveau jalon dans la concrétisation du projet de l'Orchestre philharmonique international d'Algérie et dans le renforcement de la présence de la musique algérienne sur les scènes artistiques nationale et internationale. R. C.

MOSTAGANEM

LA 57^e ÉDITION DU FESTIVAL NATIONAL DU THÉÂTRE AMATEUR PRÉVUE DU 7 AU 12 OCTOBRE

La 57^e édition du Festival culturel national du théâtre amateur se tiendra à Mostaganem du 7 au 12 octobre prochain, a indiqué mercredi dernier le Commissariat de cette manifestation culturelle. Les activités de cette édition, placée sous le slogan "Une mémoire qui se renouvelle et une passion qui se poursuit", se dérouleront au Théâtre régional Djilali-Benabdelhalim de Mostaganem, précise un communiqué du Commissariat, dont l'APS a reçu une copie.



Cette manifestation culturelle et artistique, qui célèbre le théâtre amateur et perpétue une tradition de plus d'un demi-siècle, verra la participation de sept troupes théâtrales dans le cadre de la compétition officielle, selon la même source.

La wilaya d'Oran sera représentée par l'atelier théâtral Dream Art, avec la pièce *Un parmi le public*, tandis que la wilaya de Mostaganem participera avec deux associations : l'association culturelle Saïdia, qui présentera *El Ghoula* (L'Ogresse), et l'association El-Moudja, avec le spectacle *Zéro Graphie*.

La wilaya de Tissemsilt sera représentée par l'association El Wancharis pour la création, avec la pièce *Erreur 404*, alors que l'association lbtouren de Tizi-Ouzou participera avec *Le wali n Wdherar*. La wilaya de Blida sera, elle, présente à

travers l'association culturelle de jeunesse de wilaya Noujoum El-Fen pour le théâtre et l'audiovisuel, avec la pièce *Dans la plaie*. Enfin, l'Association des activités de plein air, de loisirs et d'échanges de jeunes de Boudouaou (wilaya de Boumerdes) prendra part à la compétition avec la pièce *Ghafoua - Somnolence*. Le Commissariat du Festival culturel national du théâtre amateur avait, pour rappel, décidé de reporter cette édition, initialement prévue au début du mois de septembre, conformément à la décision du ministère de tutelle de reporter l'ensemble des manifestations culturelles à l'échelle nationale jusqu'à nouvel ordre. Cette décision avait été prise en solidarité avec les personnes touchées par les incendies de forêt ayant affecté plusieurs wilayas, précise la même source.

RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES DE BÉJAÏA L'ONDA À L'ÉCOUTE DES PROFESSIONNELS

L'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) a participé à une table ronde consacrée à la propriété intellectuelle dans le cadre de la 21^e édition des Rencontres cinématographiques de Béjaïa (RCB). Représenté par

son directeur général adjoint, Mehdi Delmi, l'ONDA a échangé avec des scénaristes, réalisateurs, producteurs et avocats sur la protection des droits, la gestion des contrats et la valorisation économique des œuvres cinématographiques.

Les participants ont également abordé le rôle de la propriété intellectuelle dans le financement et la pérennité du secteur, ainsi que la nécessité de renforcer la transparence dans l'exploitation des œuvres et les revenus des ayants droit.

www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CHAN-2022
**QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE

**LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DEMAIN A L'ANP
**LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CE 21 SEPTEMBRE
"CARTABLES OUVERTS, ESPRIT EN VIEL"
C'EST LA RENTRÉE !

L'ALGÉRIE FAIT TREMBLER LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
EN DÉNONÇANT UN GÉNOCIDE
**« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

**LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET

UN DÉMARRAGE EN FORCE POUR 2023
**L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE
DÉPASSE LES PRÉVISIONS**

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

GTA 6 VA ENCORE PROPOSER UNE BANDE-SON EXCEPTIONNELLE



Fidèle à la tradition de la prestigieuse licence, GTA 6 devrait encore afficher une bande-son de haute volée en voyant la liste des musiques déjà confirmées. En plus de montrer de nombreuses séquences cinématiques et de gameplay, l'aperçu de GTA 6 partagé d'abord sur Netflix puis YouTube a également permis de découvrir une partie de la bande-son du titre à venir le 19 novembre 2026 sur PS5 et Xbox Series. Avec de grands noms de la musique comme Phil Collins, le prochain épisode de la saga Grand Theft Auto ne devrait pas déroger à la règle et proposer une BO d'exception.

UNE BANDE-SON DE GTA 6 DE QUALITÉ PORTÉE PAR DES ARTISTES COMME PHIL COLLINS OU ENCORE DEF LEPPARDS...

En plus de proposer une simulation de grand banditisme, la série des Grand Theft Auto a toujours eu à cœur de proposer différentes stations de radio aux styles de musique très variés, et surtout avec des artistes de renom. Si on se base sur les quelques morceaux entendus dans la récente présentation de gameplay de GTA 6, celui-ci devrait ainsi continuer cette tradition. En témoigne notamment la présence de la chanson de 1984 Against All Odds de Phil Collins dans GTA 6, alors que le célèbre chanteur avait fait une apparition virtuelle sur scène dans le jeu Vice City Stories pour y chanter In the Air Tonight. Rockstar Games a donc décidé de rendre hommage à cet easter egg sur son prochain jeu qui nous fait revenir à Vice City après toutes ces années. Le reste de la bande-son déjà confirmée de GTA 6 n'est pas en reste, comme vous pouvez le voir avec la liste ci-dessous.

LES MUSIQUES CONFIRMÉES PAR LA PRÉSENTATION DE GAMEPLAY DE GRAND THEFT AUTO 6

Aluna, Jayda G's "Mine O' Mine"
Birdman and Lil Wayne's "Pop Bottles"
Captain & Tennille's "But I Think It's a Dream"
Chimbala, Omega's "Se Me Nota (Agarrame) Prod by B-One"
Chk Chk Chk (!!!) (feat. Meah Pace)'s "Off The Grid"
Cliff Richard's "Devil Woman"
Def Leppard's "Love Bites"
Depeche Mode's "People Are People"
Elderbrook, Bob Moses' "Inner Light"
Kodak Black's "Skrrilla"
Phil Collins' "Against All Odds (Take a Look at Me Now)"
Prefab Sprout's "Cars and Girls."
Sexy Red's "Pound Town"
The Bellamy Brothers "Let Your Love Flow"

XIAOMI 18 FOLD

XIAOMI LANCE SON NOUVEAU SMARTPHONE PLIABLE AU FORMAT "IPHONE FOLD"

Xiaomi a une certaine tendance à suivre les pas d'Apple. Et ça se confirme une fois encore avec le lancement de son nouveau smartphone pliable Xiaomi 18 Fold.

Xiaomi a semble-t-il voulu prendre avantage en officialisant en début de semaine un smartphone pliable très similaire, dans le design, avec la future machine d'Apple.

LE XIAOMI 18 FOLD, UN SMARTPHONE PLIABLE TRÈS CHINOIS

Xiaomi est sûrement le constructeur qui a le plus tendance à suivre le mouvement d'Apple. On se souvient que l'an dernier, la marque avait ainsi sauté une génération afin d'officialiser un Xiaomi 17, parallèle de l'iPhone 17 d'alors. Et aujourd'hui encore, Xiaomi se met dans la roue d'Apple, et lance un smartphone pliable le 7 septembre, deux jours avant la Keynote. Un Xiaomi 18 Fold qui a pour particularité d'intégrer une puce maison XRing O3 (que Xiaomi affirme meilleure que la Apple A19 Pro) et de la DRAM produite par CXMT.

XIAOMI ADOPTE LE FORMAT PASSEPORT QUI SERA CELUI DE L'IPHONE FOLD

Niveau fiche technique, Xiaomi propose sur le papier du très solide. Le Xiaomi 18 Fold intègre ainsi une batterie énorme de 6000 mAh (à comparer avec les 4 400 mAh du Galaxy Z Fold 8) et un triple capteur photo arrière 200+50+50 Mpx, estampillé Leica.

Mais évidemment, ce qui marque dès le premier coup d'oeil, c'est le nouveau format de ce smartphone pliable, dit en « passeport », qui rappelle très clairement les rendus et les fuites

que l'on a pu avoir avec l'iPhone Fold. Autant dire que Xiaomi a tout fait pour prendre la lumière d'Apple avec ce produit et cet événement.

Le Xiaomi 18 Fold sera commercialisé en Chine au prix de départ de 10 999 yuans (environ 218155 da), pour sa version 12+256 Go, et pourra monter jusqu'à 14 999 yuans (près de 297492 da) pour la déclinaison 16 Go+1 To. L'édition limitée en céramique sera elle proposée à 15 999 yuans (environ 317300 da).



WHATSAPP VA CONNECTER JUSQU'À CINQ AGENTS IA DANS VOS DISCUSSIONS



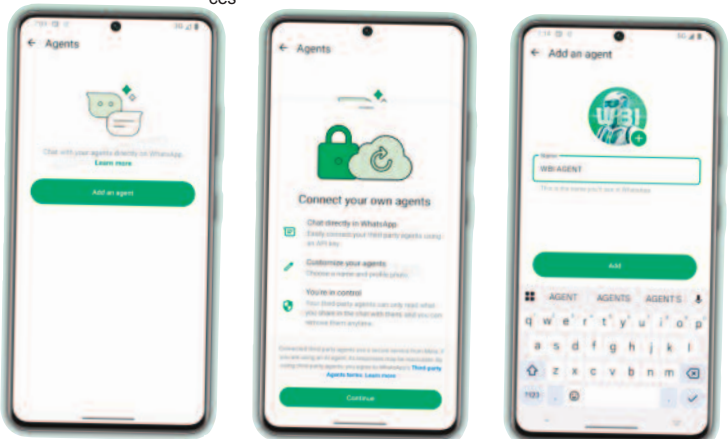
WhatsApp prépare une fonctionnalité qui permet de connecter jusqu'à cinq agents tiers, IA ou simples bots, dans des conversations à part. Repérée dans une version expérimentale pour Android, l'option reste pour l'instant réservée à un petit nombre de comptes, sans date fixée pour une ouverture plus large. Jusqu'ici, parler à un agent IA sur WhatsApp passait par un chatbot rattaché à un numéro dédié, comme celui que ChatGPT utilise depuis son retour sur la messagerie en juillet. Meta change de méthode avec un système de connexion générique, ouvert à n'importe quel service compatible plutôt qu'à un seul partenaire.

UNE CONFIGURATION PAR CLÉ API, CALQUÉE SUR LES STANDARDS DU SECTEUR

Le réglage se fait depuis les paramètres de l'application, dans une nouvelle section dédiée aux agents. On y choisit un nom et une photo de profil pour l'agent, puis WhatsApp génère une clé API. Cette dernière permet donc aux deux services de communiquer entre eux sans échanger de mot de passe. Il suffit ensuite de coller cette clé dans l'interface du service qui héberge l'agent. Chaque compte peut connecter jusqu'à cinq agents. Pour l'instant, ils ne fonctionnent que dans une conversation

individuelle, sans possibilité de les ajouter à un groupe ou une communauté. Soulignons par ailleurs qu'ils n'ont accès qu'aux messages échangés dans leur propre fil, sans voir le reste des discussions, contacts ou médias du compte. WhatsApp précise aussi que les réponses d'un agent IA peuvent contenir des erreurs et invite à les vérifier. Supprimer un agent coupe la connexion sans effacer l'historique de la conversation ; pour le reconnecter, il faut générer une nouvelle clé. Contrairement aux messages personnels entre utilisateurs, qui restent lisibles uniquement par les deux interlocuteurs, ces

échanges ne bénéficient pas du chiffrement de bout en bout. Ici, les messages passent par un service de Meta, lequel agit pour le compte du développeur de l'agent, et peut donc consulter leur contenu. Cela ne veut pas dire qu'un tiers extérieur peut les lire, mais la nuance mérite quand même d'être notée pour qui cherche à évaluer la confidentialité réelle de ces conversations. Il n'y a pas si longtemps, brancher soi-même un agent via un bot non officiel pouvait entraîner la suspension du compte. Pour cette raison, une partie des utilisateurs d'agents IA avait migré vers Telegram.



www.alger16.dz



Alger16, Le quotidien du Grand Public

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC



RISQUES PSYCHOSOCIAUX AU TRAVAIL

QUAND L'ORGANISATION
MENACE LA SANTÉ

Stress chronique, surcharge de travail, manque de reconnaissance, harcèlement ou encore insécurité professionnelle : les risques psychosociaux occupent une place croissante dans les préoccupations liées à la santé au travail.

Souvent moins visibles qu'un accident ou une maladie professionnelle, ils peuvent pourtant avoir des conséquences importantes sur la santé physique et mentale.

UN ENJEU QUI DÉPASSE LARGEMENT LE CADRE DE L'ENTREPRISE

La santé au travail ne se résume plus à la prévention des accidents ou à la protection contre les risques physiques. Les conditions dans lesquelles une personne exerce son activité, la manière dont son travail est organisé et les relations qu'elle entretient dans son environnement professionnel peuvent également influencer son état de santé.

À l'échelle mondiale, les estimations citées dans la source font état de plus de 840 000 décès par an associés à différents facteurs liés à l'environnement psychosocial du travail. Ces conséquences sont notamment mises en relation avec des maladies cardiovasculaires, des accidents vasculaires cérébraux ainsi qu'avec certains troubles mentaux graves. Le phénomène représente également une perte importante en matière de santé et de productivité. Près de 45 millions d'années de vie en bonne santé seraient ainsi perdues chaque année, tandis que le coût économique évoqué atteint 1,37 % du PIB mondial. Ces chiffres illustrent l'ampleur d'un problème qui ne concerne pas seulement les salariés individuellement, mais également les entreprises et les systèmes de santé.

UN ENVIRONNEMENT QUI INFLUENCE LA SANTÉ

L'environnement psychosocial correspond à l'ensemble des conditions dans lesquelles le travail est organisé et vécu au quotidien. Plusieurs dimensions peuvent entrer en jeu. La première concerne directement la nature du travail : niveau d'exigence, responsabilités, compétences nécessaires ou encore perception du sens donné aux tâches. Vient ensuite l'organisation du travail, avec la charge de travail, l'autonomie laissée aux salariés, la clarté des missions et la qualité du management. D'autres éléments relèvent des politiques générales de l'entreprise : conditions d'emploi, horaires, modalités d'évaluation ou dispositifs destinés à prévenir le harcèlement et les violences professionnelles. Lorsque ces différents éléments sont correctement encadrés, ils peuvent contribuer à un environnement favorable. À l'inverse, lorsqu'ils s'accumulent ou deviennent excessifs, ils peuvent constituer des facteurs de risque.

QUAND LA PRESSION DEVIENT EXCESSIVE

Une charge de travail importante n'est pas automatiquement synonyme de danger. Le problème apparaît notamment lorsque les exigences deviennent disproportionnées par rapport aux moyens disponibles ou lorsqu'elles s'inscrivent dans la durée. Parmi les situations susceptibles de favoriser les risques psychosociaux figurent les objectifs irréalistes, les horaires excessivement longs, l'absence de temps de récupération, le manque d'autonomie ou encore une reconnaissance insuffisante du travail accompli. L'insécurité professionnelle peut également peser sur les salariés, tout comme le harcèlement moral et les différentes formes de violence au travail. Le déséquilibre entre les efforts fournis et les récompenses obtenues, notamment en matière de rémunération ou de reconnaissance, peut également contribuer à une dégradation du vécu professionnel. Lorsque ces contraintes se prolongent, elles peuvent favoriser un état de stress chronique et participer à l'apparition ou à l'aggravation de différents problèmes

de santé.

DES RÉPERCUSSIONS SUR LE CORPS ET L'ESPRIT

Les conséquences d'un environnement professionnel dégradé peuvent être multiples. Elles concernent aussi bien la santé mentale que la santé physique. Sur le plan psychologique, les travailleurs peuvent notamment être confrontés à l'anxiété, à la dépression, aux troubles du sommeil ou à un épuisement professionnel. Sur le plan physique, les risques évoqués comprennent notamment l'hypertension, certaines maladies cardiovasculaires, les accidents vasculaires cérébraux, des troubles métaboliques ainsi que des troubles musculosquelettiques. Le temps consacré au travail constitue également un élément important. Le texte source souligne en particulier le lien entre des horaires très prolongés et les maladies cardiovasculaires, avec une augmentation du risque lorsque le temps de travail dépasse 55 heures par semaine. Ces conséquences montrent que les risques psychosociaux ne doivent pas être considérés comme de simples problèmes de confort ou de satisfaction professionnelle. Ils peuvent avoir des répercussions bien réelles sur la santé.

LE TRAVAIL CHANGE, LES RISQUES AUSSI

Les transformations du monde professionnel font apparaître de nouveaux défis. La digitalisation et l'hyperconnexion permettent de travailler plus facilement à distance, mais peuvent aussi brouiller la frontière entre temps professionnel et temps personnel. Le télétravail peut offrir davantage de flexibilité, tout en exposant certaines personnes à l'isolement lorsqu'il est mal accompagné. De leur côté, les nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle et les outils de surveillance numérique, modifient progressivement l'organisation et le contrôle du travail. À cela s'ajoutent de nouvelles formes d'emploi parfois caractérisées par davantage d'incertitude. Ces évolutions ne constituent pas systématiquement des risques : leurs effets dépendent notamment de la manière dont elles sont mises en œuvre et encadrées.

LA PRÉVENTION DOIT COMMENCER DANS L'ORGANISATION

Face aux risques psychosociaux, la prévention ne peut pas se limiter uniquement sur les capacités d'adaptation du salarié. Une action efficace doit également porter sur l'organisation du travail. Au niveau du poste, il s'agit notamment d'adapter la charge de travail aux capacités et aux moyens disponibles, de clarifier les missions et les objectifs et de donner davantage de sens aux tâches confiées. À l'échelle de l'organisation, l'autonomie et la participation des salariés peuvent être favorisées. La qualité du management et le soutien social constituent également des éléments importants pour limiter certaines situations de tension. Enfin, les politiques générales de l'entreprise doivent intégrer la prévention du harcèlement, un encadrement du temps de travail ainsi que des systèmes d'évaluation et de rémunération perçus comme équitables.

PRÉSERVER LA SANTÉ AU QUOTIDIEN

Certaines mesures peuvent également contribuer à limiter les effets d'un environnement professionnel

trop contraignant. Le respect des temps de repos, la limitation des horaires excessifs et la possibilité de se déconnecter en dehors des heures de travail constituent notamment des leviers de prévention. Le suivi de la santé des travailleurs, y compris de leur santé mentale, peut permettre de repérer plus tôt certaines difficultés. La formation des responsables à l'identification des signes de détresse, le dialogue entre salariés et employeurs et la recherche d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle peuvent également participer à cette prévention. L'activité physique et les pauses régulières font aussi partie des habitudes susceptibles de contribuer à un meilleur équilibre général.

CERTAINS SIGNAUX NE DOIVENT PAS ÊTRE IGNORÉS

Sur le plan individuel, plusieurs changements peuvent alerter : fatigue persistante, troubles du sommeil, irritabilité, anxiété, perte de motivation ou tendance à l'isolement. Pris isolément, ces signes ne permettent pas de déterminer leur origine. Mais lorsqu'ils apparaissent ou s'installent dans un contexte professionnel particulièrement difficile, ils peuvent justifier une discussion avec un professionnel de santé ou un interlocuteur compétent. L'objectif n'est pas de faire porter au salarié la responsabilité d'une situation liée à l'organisation du travail, mais au contraire de permettre une prise en charge suffisamment précoce.

REPENSER LE TRAVAIL POUR PROTÉGER LA SANTÉ

Les risques psychosociaux rappellent une réalité essentielle : les conditions de travail peuvent avoir une influence profonde sur la santé. Le stress, la surcharge ou le manque de reconnaissance ne sont pas uniquement des problèmes individuels lorsqu'ils résultent de modes d'organisation durables. Prévenir ces risques suppose donc d'agir à plusieurs niveaux : sur les postes, sur le management, sur l'organisation et sur les politiques de l'entreprise. Le suivi individuel reste important, mais il ne peut remplacer une démarche collective de prévention. Un travail correctement organisé peut contribuer au bien-être, à la stabilité et au sentiment d'utilité. À l'inverse, une organisation qui accumule les contraintes sans offrir suffisamment de moyens, de soutien ou de récupération peut fragiliser progressivement les travailleurs.

NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.74.27.20/85

Hôtel El-Djazaïr
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
621.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Coeur, Alger

020 10 23 68

CYCLISME - CLASSIQUE DJAMAÂ EL DJAZAÏR LE BELGE TIMOTHÉE DUPONT S'IMPOSE, HAMZA YACINE TERMINE 9^e

Le Belge Timothée Dupont, sociétaire de la formation continentale Tarteletto-Isorex, a remporté samedi dernier la Classique Djamaâ El Djazaïr, disputée à Alger en ouverture de la 19^e édition du Grand Prix international de la ville d'Alger.

Dupont a bouclé l'épreuve en 2h54:04, devançant au sprint l'Espagnol Jonathan Lastra Martinez et le Polonais Danny Van Der Tuuk, tous les deux crédités du même temps que le vainqueur.

Très heureux à l'issue de la course, le coureur belge a salué le travail de l'ensemble de son équipe. « C'est une très belle victoire. Je suis vraiment heureux de gagner ici à Alger. L'équipe a fait un gros travail et je tiens à remercier tous mes coéquipiers. Cette victoire représente beaucoup pour moi et pour toute la formation Tarteletto-Isorex », a déclaré Dupont.

HAMZA YACINE, MEILLEUR ALGÉRIEN

Côté algérien, Hamza Yacine, de la formation Madar Pro-Team, a été le meilleur représentant national. Il a pris la 9^e place en 2h58:09.

Il devance notamment son compatriote Ali Zakaria Sahiri, membre de la sélection nationale U23, classé 12^e avec le même chrono. Trois autres Algériens ont également intégré le Top 15 : Mohamed Nadjib Assel (13^e), Anes Riahi (14^e), tous deux de Madar Pro-Team, ainsi qu'Azzedine Lagab (MC Alger), 15^e en 2h59:12.

Cette première épreuve donne ainsi le



coup d'envoi d'une semaine consacrée au cyclisme international à Alger. Vingt formations représentant 15 pays prennent part à cette compétition inscrite au calendrier de l'UCI Africa Tour en catégorie 2.2.

TROIS ÉTAPES AU PROGRAMME

La première étape, longue de 115,12 km, sera disputée aujourd'hui entre Rouiba et Zemmouri, dans la wilaya de Boumerdès, avec un départ et une arrivée à Rouiba.

La deuxième étape, sur 134,52 km, reliera Bab El Oued à Zéralda, en passant notamment par Tipasa. La troisième étape se déroulera sous la forme d'un circuit fermé dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, avec dix tours d'un parcours de 11,41 km.

Le plateau comprend plusieurs sélections nationales, dont l'Algérie, Oman, la Tunisie, le Cameroun, le

Bénin, l'Éthiopie, le Mali et l'Arabie saoudite. Plusieurs formations étrangères habituées du Tour d'Algérie sont également engagées, à l'image de Global Cycling Team (Pays-Bas), Embrace The World Team (Allemagne), Tarteletto-Isorex (Belgique) et Energus Cycling Team (Lituanie).

Les équipes nationales seront représentées notamment par Madar Pro-Team, le MC Alger, Majd El Guerrara et le Club cycliste de Khemis Miliana. La compétition se poursuivra jusqu'au 9 octobre, date de la Classique de la capitale, prévue sur un circuit urbain dans la wilaya d'Alger. Les coureurs emprunteront, entre autres, le boulevard Zighoud-Youcef, l'avenue Pasteur, la place des Martyrs, ainsi que les accès vers la Basse Casbah et le boulevard Che-Guevara.

A. Amine

ÉQUITATION SAUT D'OBSTACLES Bouakkaz Takieddine remporte le Grand Prix deux étoiles

Le cavalier Bouakkaz Takieddine, représentant la ferme équestre Zahraya d'Alger, a remporté le Grand Prix deux étoiles, y compris pour la première semaine du concours national de saut d'obstacles, clôturé samedi dernier au centre hippique Haras Élégance de Tipaza. Montant Cornelyse, Bouakkaz Takieddine s'est imposé en réalisant un parcours sans faute sur des obstacles de 1,35 m, devançant le jeune cavalier Ferradj Younes Mohamed Yaakoub, du club hippique Haras Élégance de Tipaza, qui montait Ipanema Danfer, et Boudali Mahfoud, de la Jeunesse sportive de Tixeraine, avec Horizon de Beaulieu. Cette épreuve reine, disputée en deux manches, a réuni une trentaine de cavaliers seniors de 2^e degré, accompagnés de chevaux âgés de six ans et plus, offrant un spectacle de qualité aux passionnés du hippisme. Dans le Grand Prix juniors (1,25 m), la victoire est revenue à Boutrik Islam, du club Haras Élégance, tandis que le Grand Prix cadets (1,20 m) a été remporté par le jeune Akrem Zouiqueche, représentant le club hippique Mitidja de Blida. Au total, 14 épreuves, dont trois Grands Prix, ont été disputées lors de cette compétition, qui a réuni plusieurs des meilleurs couples cavalier-cheval du pays. Les spécialistes présent ont relevé un niveau technique « appréciable » tout au long des différentes épreuves. Cette compétition constitue une étape importante dans la préparation des cavaliers en prévision du Championnat d'Algérie, toutes catégories confondues, prévue fin octobre, au centre équestre de l'Etrier oranais, ainsi que de la Coupe d'Algérie 2026, prévue début novembre au centre équestre L'Ecurie sétifienne. Organisé pendant trois jours par le club hippique Haras Élégance de Tipaza, en collaboration avec la Fédération équestre algérienne, cet événement sportif a réuni 250 cavaliers et cavalières des catégories cadets, juniors et seniors, représentant différents clubs équestres nationaux. La cérémonie de clôture a été marquée par la remise des récompenses aux lauréats, en présence de responsables de la Fédération équestre algérienne et d'anciens cavaliers.

HANDISPORTS

Djamel Bellabiod, nouveau secrétaire général de la FAH

M. Djamel Bellabiod a été désigné nouveau secrétaire général de la Fédération algérienne handisports (FAH), présidée par M. Sid Ahmed Elarbi, a-t-on informé, dimanche dernier, auprès de l'instance fédérale.

Le nouveau secrétaire général qui remplace l'ex-SG, Mahdi Osmani, promu au poste de directeur de la jeunesse et des sports à Djelfa, a été présenté, samedi dernier, aux membres du Bureau exécutif de la FAH, lors d'une réunion de l'instance dirigeante.

Djamel Bellabiod retrouve ainsi une fédération qu'il connaît bien, pour y être resté une dizaine d'années, avant de

poursuivre son parcours dans plusieurs structures du mouvement sportif national. Il a notamment occupé le poste de secrétaire général de la Fédération algérienne du sport universitaire (FASU), avant de rejoindre celle des sports équestres, où il a également exercé les mêmes fonctions pendant plusieurs années.

Son parcours l'a ensuite conduit à intégrer le ministère des Sports, après plusieurs années d'expérience dans la gestion et l'administration sportives. Universitaire et conseiller principal en sport, Djamel Bellabiod dispose d'une expérience dans divers domaines de la

gestion sportive, à travers ses responsabilités au sein de plusieurs fédérations et son passage au ministère des Sports.

BADMINTON - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE 2026 DES U19 Sept médailles pour l'Algérie, dont trois en or

La sélection nationale U19 de badminton a décroché sept médailles, dont trois en or, aux Championnats d'Afrique de la catégorie, disputés du 27 septembre au 3 octobre dans la capitale égyptienne, Le Caire. Les médailles d'or algériennes ont

été l'œuvre de Daoud Ayoub, en simple (garçons), et des tandems Daoud Ayoub-Oussama Keddou et Halimi Chiraz-Oussama Keddou, respectivement dans le double (garçons) et le double (mixte). Cette moisson a été bonifiée par deux médailles d'argent, remportées par Oussama Keddou en simple (garçons) et par la sélection nationale par équipes, ainsi que deux médailles de bronze, remportées par Chiraz Halimi au simple (filles) et par le tandem Sid Ali Saidani - Rayan Boufeniche dans le double (garçons). La Fédération algérienne de badminton a été très « satisfaite des résultats obtenus » au Caire, insistant sur « le rôle important des hommes de l'ombre », notamment, les entraîneurs et les dirigeants, qu'elle a tenu à féliciter pour « le gros travail accompli » et sans lequel ces résultats n'auraient jamais pu être obtenus. « Nous sommes très fiers de ce que vous avez réalisé en Egypte et ces résultats nous poussent à rester optimistes pour l'avenir de la discipline », a indiqué la Fédération dans un bref communiqué, diffusé samedi dernier sur ses réseaux sociaux.

TIR À L'ARC/ COUPE D'ALGÉRIE

Domination des archers du CSTA El-Harrachet de Moustakbel Oued Smar

Les archers du CSTA El-Harrachet et de Moustakbel Oued Smar se sont distingués lors de la phase finale de la Coupe d'Algérie de tir à l'arc en plein air, toutes catégories confondues, filles et garçons, clôturées au complexe sportif Mohamed-Tikanoine d'El-Harrach (Alger). Au terme de deux journées de compétition, les représentants des deux clubs ont remporté la majorité des titres mis en jeu, aussi bien chez les filles que chez les garçons, devançant les archers de l'Etoile sportive Nador (Tipaza) et du Club sportif d'élite de Bab Ezzouar. Les épreuves se sont déroulées sur des distances adaptées aux différentes catégories d'âge, à savoir 40 mètres pour les benjamins, 50 mètres pour les minimes, 60 mètres pour les cadets et 70 mètres pour les juniors et seniors dans les spécialités de l'arc classique et de l'arc nu, chez les filles comme chez les garçons. Les épreuves de l'arc à poulies chez les seniors se disputent sur une distance de 50 mètres. Selon

les spécialistes présents sur place, le niveau technique de la compétition a été jugé « appréciable » et « encourageant », témoignant des progrès réalisés par les archers algériens dans cette discipline. Organisée par la Fédération algérienne de tir sportif, en collaboration avec la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger, cette compétition de deux jours a réuni une cinquantaine d'archers, toutes catégories confondues, représentant huit clubs : Moustakbel Oued Smar, CSTA El-Harrach, Moustakbel Chabab Douéra, l'Etoile Sportive Nador, Amel Club Baraki, le Club sportif de Bab Ezzouar, Athlétic Aïn Benian et Nadi El Fanak Riadi. Les lauréats des épreuves individuelles ont été récompensés par des trophées et des médailles lors d'une cérémonie de clôture, en présence de membres de la Fédération algérienne de tir sportif et de représentants de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger.

ÉQUIPE NATIONALE / EN PRÉVISION DU MATCH AMICAL DEMAIN FACE AU NIGER

LES VERTS DÈS CE SOIR À TIZI-OUZOU

La sélection nationale de football est attendue dès ce soir à son quartier général à Tizi-Ouzou, à l'hôtel Lalla Khedidja, en prévision de sa rencontre amicale qu'elle livrera demain à partir de 18 heures, au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou.

C'est le deuxième match que les Verts joueront à Tizi-Ouzou, en moins de deux semaines. C'est, en effet, dans cette enceinte magnifique que les protégés de Brahim Hamdani avaient reçu et gagné la Zambie (3 - 1), le 25 septembre dernier, pour le compte de la première journée des éliminatoires de la CAN 2027, avant d'aller jouer le Burundi (2 - 2) en déplacement à Bujumbura, mardi dernier, dans le cadre de la 2e journée de la même compétition. Demain, Bensebaïni et consorts accueilleront la sélection du Niger, à Tizi-Ouzou, en match de préparation des échéances à venir.

Rentrés du Burundi, mercredi dernier, les joueurs de la sélection nationale ont eu droit à une journée de repos, le lendemain, avant de lancer la préparation de ce match, vendredi dernier, au Centre de Sidi Moussa à Alger. Samedi dernier, le groupe avait effectué, en fin d'après-midi, une nouvelle séance d'entraînement sur l'une des pelouses du Centre. La séance, qui avait débuté à 18h00, a été consacrée au travail technico-tactique. Elle a vu la participation de l'ensemble de l'effectif, à l'exception de Samir Chergui, qui s'est entraîné en solo sous la houlette du préparateur physique, Nasser Daineche. De son côté, Himed Abdelli, astreint pour sa part à un travail spécifique en salle, la veille, avait réintégré, à l'occasion, le groupe et pris part normalement à la séance. D'une durée d'une heure et vingt minutes, cette séance s'est déroulée dans une ambiance studieuse, avec beaucoup de sérieux et de détermination de la part des joueurs, avait communiqué la fédération. Hier et aujourd'hui, les Verts devaient



s'exercer encore à Sidi Moussa, avant de rallier la ville de Tizi-Ouzou, ce soir. Pour rappel, Hadj Moussa et Zorgane, souffrant de petits bobos depuis les deux derniers matchs qui les rendaient toutefois inaptes pour la rencontre de demain, ont été

libérés, vendredi dernier, par le sélectionneur national pour poursuivre leur récupération avec leurs clubs respectifs.

Djaffar C.

LIGUE 2 (3^e JOURNÉE)

Le RC Kouba surclasse le NAHD et confirme ses ambitions



Le RC Kouba a finalement remporté (2 - 1) le derby attendu de la 3e journée du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 contre le NA Hussein Dey. C'était ce samedi, au stade Ben Rabah de Dar El Beïda. Le RCK s'est offert à l'occasion sa troisième victoire de suite qui lui permet de rester leader et partant de confirmer son ambition de jouer à fond l'accession, cette saison. Le RC Kouba continue sur sa lancée, comme on ne peut mieux faire, dans l'entame de cet exercice de la Ligue 2 amateur. Ce week-end, les Koubéens ont signé leur troisième succès d'affilée, de plus face à un adversaire

direct dans la course au titre, le NA Hussein Dey en l'occurrence. Et détail supplémentaire non négligeable, le RCK l'emportait en déplacement. Ce qui lui permet d'envisager son prochain match avec plus de confiance. Le RCK en a du reste grandement besoin surtout que son prochain rendez-vous ne sera certainement pas de tout repos, puisque l'adversaire n'est autre que l'USM El Harrach qui n'a pas fait dans le détail, samedi dernier, en infligeant un net 4 - 0 à la JS Taghit. Enorme derby en perspective qui donnera sans doute des ailes à celui qui l'emportera. En attendant, grâce à cette autre victoire face au NAHD, le RC Kouba reste donc leader et continue de mener le groupe Centre-Ouest en solo avec 9 points. Mais

gare au faux pas, vendredi prochain, lors de la 4e journée. Car l'adversaire du jour, l'USMH, n'est qu'à deux points derrière, à la 2e place, en compagnie de l'USM Blida (3e, 7 points) et du MC Saïda (4e, 7 points). Samedi dernier, l'USMB est allée imposer un nul (1 - 1) au GC Mascara, chez lui, alors que le MCS a gagné (1 - 0) à domicile contre l'ASM Oran. Le WA Mostaganem, qui recevait la JSM Tiaret, l'a également remporté (3 - 1), alors que le voisin, l'ES Mostaganem, est allé réussir un nul prolifique en buts (2 - 2) chez le nouveau promu de ce groupe, l'IRBSM Benali. Enfin, le MC El Bayadh, fraîchement relégué de la Ligue 1, n'a pu éviter la défaite (1 - 0) lors de son déplacement chez l'ESM Koléa. A signaler, par ailleurs, que le dernier match de ce groupe devant opposer le WA Tlemcen au RC Arbaâ a été renvoyé à une date ultérieure à la demande des deux clubs, a annoncé la LNFA.

LE NOUVEAU PROMU À L'EST, LA JS AZAZGA TOUJOURS INVAINCUE

Dans le groupe Centre-Est, le nouveau promu, la JS Azazga, continue de faire sensation, en enchaînant avec un troisième match sans défaite. Cette fois, la JSA a obligé la JSD Jijel, qui lançait sa saison à domicile, au nul vierge (0 - 0). Pour rappel, la JSD a eu les faveurs de la LNFA qui avait décidé de reporter ses deux premières rencontres après les derniers fâcheux incendies qui ont endeuillé la wilaya de Jijel. Grâce à son point ramené de Jijel, la JS Azazga pointe sans complexe à la 6e place avec 4 points, soit autant d'unités que le MSP Batna (4e) et le MO Constantine (5e). Le MSPB a pris le dessus sur le CAB (0 - 1) dans le derby batnéen et le MOC l'a

remporté (2 - 1) en recevant le CR Beni Thour. La meilleure opération de la journée dans ce groupe est toutefois à mettre à l'actif de la JSM Skikda qui a réussi la victoire (1 - 0) qu'il fallait en recevant le NRB Beni Oulbane. Un petit succès certes mais il lui permet de rejoindre l'USM Annaba et le NC Magra en tête du classement, avec six points chacun. Vendredi dernier, le NC Magra et l'USM Annaba avaient réussi deux victoires, respectivement, en déplacement, contre le NRB Téléghma (2 - 1) et à domicile face au Paradou AC (2 - 1). L'US Chaouia a, quant à elle, essuyé un nouveau nul (0 - 0) at home, en recevant l'AS Khroub. Le MO Constantine n'a lui pas raté l'opportunité de jouer devant sa galerie pour battre (2 - 1) le CR Beni Thour. A signaler enfin que ce groupe a vu aussi un match reporté à une date ultérieure. Il s'agit de MO Béjaïa - IRB Nezla.

Djaffar C.

LIGUE 1

La 4^e journée fixée du 7 au 9 octobre

Après une pause de deux semaines, imposée par la dernière fenêtre internationale FIFA, le championnat de Ligue 1 reprendra ses droits dès ce mercredi avec la programmation de la 4e journée. En effet, la Ligue de football professionnel (LFP) a prévu le lancement de ce 4e round dès le lendemain du match amical de l'équipe nationale face à la sélection du Niger, demain, au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou. Trois premiers matchs sont au programme, mercredi, à savoir ES Ben Aknoun - JS El Biar, CS Constantine - US Biskra et CR Belouizdad - USM Khenchela. Les deux premiers débiteront à 18 heures, respectivement, au stade du 20-Août-1955 à Alger, et au stade Chahid Hamlaoui de Constantine, tandis que le troisième est prévu à 20 heures, au 5-Juillet-1962. Trois autres rencontres suivront, jeudi 8 octobre, notamment MB Rouissat - USM Alger à Ouargla à 18 heures, JS Saoura - O Akbou à Béchar, au même horaire, et MC Oran - ES Sétif, au stade Miloud-Hadefi à partir de 20 heures. Les deux dernières oppositions de la 4e journée interviendront le lendemain entre la JS Kabylie et l'ASO Chlef, au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou à 18 heures, et enfin entre le MC Alger et le CR Témouchent, au stade de Douéra à 20 heures. Par ailleurs, la LFP a indiqué que la 5e journée interviendra les 12, 13, et 14 octobre prochains.

D. C.

RÉSULTATS

GROUPE CENTRE-EST

US Chaouia 0 - AS Khroub 0
USM Annaba 2 - Paradou AC 1
NRB Téléghma 1 - NC Magra 2
CA Batna 0 - MSP Batna 1
JSM Skikda 1 - NRB Beni Oulbane 0
MO Constantine 2 - CR Beni Thour 1
JS Djijel 0 - JS Azazga 0
MO Béjaïa - IRB Nezla (reporté)

GROUPE CENTRE-OUEST

MC Saïda 1 - ASM Oran 0
WA Mostaganem 3 - JSM Tiaret 1
USM El Harrach 4 - IRB Taghit 0
NA Hussein Dey 1 - RC Kouba 2
ESM Koléa 1 - MC El Bayadh 0
GCR Mascara 1 - USM Blida 1
IRBSM Benali 2 - ES Mostaganem 2
WA Tlemcen - RC Arbaâ (reporté)



LOS ANGELES (Etats-Unis) - Au moins deux personnes ont été tuées et des dizaines d'autres interpellées après qu'une fusillade a éclaté dans un centre commercial situé près d'un campus universitaire à Los Angeles, ont rapporté samedi dernier les médias américains.

MOSCOU - Un séisme de magnitude 5,4 a frappé, samedi dernier, au large de la péninsule du Kamtchatka (Extrême-Orient russe), a annoncé le Centre allemand de recherche en géosciences (GFZ).

N'DJAMENA - Des cas de dengue ont été signalés dans les provinces du Ouaddaï, du Wadi Fira et du Sila, ainsi qu'à N'Djamena, a annoncé samedi dernier le ministère tchadien de la Santé publique et de la Prévention.

LIMA - Un incendie, qui menace la principale voie d'accès à la célèbre cité inca du Machu Picchu, dans le sud du Pérou, a fait un mort et deux blessés, a annoncé la Défense civile samedi dernier.

ATHÈNES - De fortes évacuations et des orages ont provoqué des inondations et des dégâts importants en Crète entraînant des évacuations de quelques vacanciers sur cette île très touristique de Grèce, ont annoncé samedi dernier les autorités grecques.

NICOSIE - Le bilan du naufrage d'un ferry, fin août, au large du nord de Chypre s'est alourdi, selon les autorités locales, à 19 morts, 9 personnes étant toujours disparues.

LES INSTRUCTIONS DU CHEF DE L'ÉTAT LORS DU CONSEIL DES MINISTRES

TRAIN VERS TAMANRASSET : LANCEMENT IMMÉDIAT DES TRAVAUX

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier à Alger, une réunion du Conseil des ministres consacrée à plusieurs dossiers touchant notamment aux finances publiques, au développement des infrastructures ferroviaires et à la coopération avec les pays voisins, a indiqué un communiqué.

■ AUGMENTATIONS SALARIALES INTÉGRÉES AU PLF 2027

À l'issue de la présentation de l'ordre du jour ainsi que du bilan de l'activité gouvernementale par le Premier ministre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé une attention particulière au projet de loi de finances 2027, notamment à son impact sur le pouvoir d'achat et les conditions de vie des citoyens. Le chef de l'État a, dans ce cadre, donné plusieurs instructions visant à inscrire les prochains choix budgétaires dans le prolongement des engagements pris en faveur des revenus des ménages. Le Président Abdelmadjid Tebboune a ainsi ordonné l'intégration des augmentations salariales dans le projet de loi de finances 2027. C'était d'ailleurs un de ses engagements devant les Algériennes et les Algériens, qui sera donc tenu dès le début d'année prochaine. Notons que ces augmentations toucheront surtout les salariés du secteur public. Dans le même ordre d'idée, le président de la République a insisté sur la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, en ordonnant qu'aucune taxe susceptible de peser davantage sur les revenus ne soit introduite dans le projet de loi de finances. Cette orientation concerne aussi bien les catégories à revenus modestes que la classe moyenne, auxquelles le chef de l'État a demandé de ne pas faire supporter une pression fiscale supplémentaire. Ces orientations ont ainsi placé la question du pouvoir d'achat au cœur des arbitrages entourant le PLF 2027, avec un double objectif affiché : intégrer les augmentations salariales annoncées tout en évitant de nouvelles mesures fiscales



susceptibles d'alourdir les charges pesant sur les ménages. À l'issue de cet examen, le Conseil des ministres a procédé à l'adoption du projet de loi de finances 2027.

■ LE TRAIN JUSQU'À TAMANRASSET À L'HORIZON 2028

Mais l'autre dossier majeur de cette réunion concerne les infrastructures ferroviaires dans le Sud. Le gouvernement veut désormais accélérer la réalisation de la ligne Laghouat-Ghardaïa-El Menia-In Salah-Tamanrasset, avec un objectif fixé à fin 2028 pour l'achèvement de l'ensemble du projet. Le président de la République a demandé le lancement immédiat des différents projets liés aux tronçons de cette ligne et une accélération du rythme des travaux. L'ambition affichée est de permettre, à terme, aux voyageurs de rejoindre Tamanrasset par train depuis le nord du pays. Le chef de l'État a également insisté sur la nécessité de livrer l'ensemble du projet à la fin de l'année 2028. Le projet de réalisation de la gare de Mqataa Moulay Lahcen à Tamanrasset s'inscrit dans cette même opération. Sa réalisation accompagne ainsi le déploiement de la ligne ferroviaire jusqu'à l'extrême sud du pays, dans le cadre d'un chantier appelé à renforcer la liaison ferroviaire entre les différentes régions traversées. Dans le même temps, le Conseil des ministres a approuvé l'acceptation du financement de la Banque africaine de développement (BAD) destiné au tronçon allant d'El Menia à Tamanrasset. Ce financement concerne donc une partie du vaste projet ferroviaire reliant Laghouat à

Tamanrasset, alors que l'instruction présidentielle visant l'accélération des travaux porte sur l'ensemble des tronçons de la ligne.

À la suite de cette approbation, le Chef de l'État a chargé le ministre des Travaux publics de transmettre ses remerciements et ses encouragements aux travailleurs, techniciens et ingénieurs du secteur. Abdelmadjid Tebboune a qualifié leur travail actuel de « héroïque à tous points de vue », estimant que les équipes mobilisées sont désormais proches de concrétiser un projet présenté comme un rêve longtemps resté inaccessible aux générations algériennes depuis l'indépendance. Avec l'échéance fixée à fin 2028, l'enjeu est désormais de faire passer ce projet d'une succession de tronçons en cours de réalisation à une liaison ferroviaire complète permettant de relier effectivement le Nord au Grand Sud jusqu'à Tamanrasset. Le chantier prend ainsi une dimension particulière dans le développement des infrastructures du Sud, avec une priorité clairement affichée par les pouvoirs publics sur l'accélération de sa réalisation.

■ MAINTENIR LA DYNAMIQUE AVEC LE NIGER ET LE TCHAD

La coopération avec le Niger et le Tchad figurait également parmi les dossiers examinés. À ce sujet, le président Tebboune a salué les relations jugées excellentes entre l'Algérie et les deux pays, tout en appelant à maintenir une dynamique concrète dans la mise en œuvre des différents accords et projets communs. Le suivi devra notamment porter sur plusieurs secteurs considérés comme prioritaires, à l'image de l'énergie, de

l'éducation, de la santé et des télécommunications. L'objectif est de faciliter les échanges et de veiller à l'avancement effectif des projets engagés.

Le Premier ministre a ainsi été chargé de poursuivre la coordination et la concertation avec ses homologues du Niger et du Tchad, avec pour objectif de préserver le rythme actuel de la coopération et d'obtenir des résultats concrets sur le terrain.

■ LA CAMPAGNE CÉRÉALIÈRE 2026

La campagne céréalière 2026 figurait également à l'ordre du jour de la réunion, aux côtés des autres dossiers examinés par le Conseil des ministres. Si aucune décision majeure n'a été détaillée dans le communiqué sur ce volet, le secteur agricole devrait faire l'objet d'un examen spécifique dans les prochaines semaines. Le président de la République a en effet demandé au ministre de l'Agriculture et au secrétaire général du gouvernement de préparer un Conseil des ministres consacré au secteur agricole. Une réunion qui devrait permettre d'aborder plus largement les principaux enjeux du secteur et le suivi des politiques mises en œuvre. Enfin, avant la clôture de la réunion, le Conseil des ministres a approuvé un décret présidentiel portant sur la Charte de l'Initiative pour un Moyen-Orient vert, adoptée à Riyad. Au terme de cette réunion, plusieurs priorités se dessinent ainsi pour les prochaines échéances. Des orientations qui traduisent la volonté des pouvoirs publics de conjuguer soutien au pouvoir d'achat, développement des infrastructures et renforcement de la coopération régionale.

G. Salah Eddine